GRANDE-TERRE

BASSE TERRE

MARIE GALANTE

DÉSIRADE

GRAND-ANSE

- ① Zone de la traversée
Thème : la forêt dense
 - ② Zone de la soufrière
Thème : le volcanisme
 - ③ Zone des étangs et des chutes
Thème : les eaux
 - ④ Roches Caraïbe
Thème : l'archéologie
 - ⑤ Terre de Haut
Thème : végétation sèche et cactées
- Routes
- Sites remarquables
- Canne à sucre
- Banane
- Forêt xérophile et savanes
- Mangrove maritime et lacustre
- Forêt naine d'altitude
- Limites du parc
- Plantations
- Forêt dense

LES SAINTES

SAINT-LOUIS

Cette rubrique est dirigée par :

A. SOUBEIRAN

Ingénieur du G.R.E.F.
Ministère de l'Agriculture
Service des Forêts

1 ter, avenue de Lowendal
75 - PARIS (7^e)

nature loisirs et forêt

LE PARC NATUREL DE GUADELOUPE

M. PIERCY

Class. Oxford 907.11 (729.8)

Le Parc naturel de Guadeloupe, jusqu'alors projet, devient en 1972 réalité : il a été constitué en « Parc naturel départemental » doté d'un premier budget. Cette même année verra la mise en place de structures de gestion bien définies et, sans doute, la normalisation administrative d'un parc créé en marge des procédures normales. Au plan réglementaire, en effet, il existe, en France, deux sortes de parcs naturels : les parcs nationaux et les parcs régionaux.

Tant par les caractéristiques particulières au climat et au milieu biologique tropicaux que par celles du contexte économique et social, ce Parc aura une personnalité accusée dans l'ensemble des parcs français.

LE CONTEXTE

On peut douter de l'opportunité d'une telle création dans un département qui a d'autres soucis que celui d'organiser ses loisirs. Un chromo tenace fait de la Guadeloupe une « Isle de Paradis » : caresse de l'alizé, bruissement des palmes, chatouillements du corail, indolente exubérance.

La réalité est plus ardue :

— la Guadeloupe avec 330.000 habitants, un taux de croissance de 19 %, une densité de 200 habitants/km² est en plein « déluge » démographique ;

— son économie, exclusivement agricole, stagne : banane et canne à sucre sont en crise et en sous-production permanente : le rendement moyen de la banane est de 10 t/ha pour une possibilité théorique de 30 à 40 ; celui de la canne de 60 t contre une possibilité de 80-90 ; le département importe 3.000 t de viande, 6.000 de légumes, 11.000 de riz, 90 % des bois qu'il consomme et, bien entendu, l'ensemble des objets manufacturés et des biens industriels ;

— le niveau de vie est bas et encore est-il maintenu artificiellement : 2/3 de ses revenus proviennent de transferts de la métropole.

Elle dispose cependant d'atouts sérieux :

— de possibilités agricoles très grandes qui lui permettraient d'assurer sans peine la subsistance de sa population, sous réserve que soit porté remède au sous-développement technique de son agriculture ;

— d'une population jeune qui, si elle est son « problème » est aussi son avenir ;

— de ressources touristiques exceptionnelles et inexploitées.

LES OBJECTIFS

C'est en fait ce contexte économique et social qui justifie la décision du département de prendre en charge le Parc et permet d'en dégager les objectifs :

— protéger le milieu naturel d'une érosion rapide due à la forte pression démographique : le Parc cristallisera les volontés et sera l'instrument d'une protection de la nature et des sites ;

— participer au développement touristique du département ; faute de possibilités Industrielles, la Guadeloupe fonde sur le tourisme ses possibilités de développement non agricoles : le Parc naturel par son impact publicitaire augmentera « l'appétence » du touriste et, par ses équipements, le retiendra (la « fixation » touristique est en effet faible à l'heure actuelle avec un séjour moyen dans l'île de quatre jours) ;

— sensibiliser les jeunes aux problèmes de l'environnement, dans un département où ils ont été particulièrement négligés.

Trois objectifs donc, au demeurant classiques, dans ce type de projet :

— amélioration de l'image de marque du département et participation au développement du tourisme ;

— protection des milieux naturel et culturel ;

— sensibilisation du public aux problèmes de la protection du cadre de vie.

LES RESSOURCES

La Guadeloupe est située à 16° de latitude Nord, dans cet archipel des Petites-Antilles qui n'est en fait qu'une chaîne volcanique sous-marine partiellement émergée. La végétation est tropicale mais a de nombreuses affinités avec les zones équatoriales d'Amérique du Sud. La caractéristique essentielle est une extraordinaire variété due d'une part au relief (0 à 1.500 m), d'autre part aux très fortes variations locales de pluviosité (de 1 à 10 m). Son relief très vigoureux est dû à un volcanisme encore actif. Deux types principaux de paysages s'y opposent : le massif montagneux de Basse-Terre dont l'épine dorsale sépare une large « côte au vent », très arrosée, d'une étroite et raide « côte sous le vent », sèche ; les plateaux madréporiques de Grande-Terre, Marie-Galante et la Désirade soulevés par le socle volcanique et repris par une érosion karstique.

Selon la terminologie des anciens caraïbes, c'est « Karukera », l'île aux belles eaux. Dans le domaine de la nature, c'est bien autre chose :

— un volcanisme spectaculaire, en Basse-Terre, avec, aux flancs de la « Soufrière » fumerolles, sources chaudes ou sulfureuses, cratères et traces multiples d'éruptions récentes ;

— une forêt ou plutôt des forêts inhabituelles pour un visiteur de la zone tempérée :

● **forêts noyées** (8.000 hectares de mangroves maritimes et lacustres). L'œil est sollicité ici par l'insolite des perspectives, toutes en miroitements et en silhouettes, des palétuviers posés entre ciel et eau sur leurs échasses,

● **forêts à épineux et cactées** (30.000 hectares des Dépendances, de Grande-Terre et de la Côte-sous-le-Vent) : halliers épineux hargneusement accrochés au calcaire nu, que dominent quelques essences tourmentées et frugales,

● **forêt dense** — la rain forest des anglo-saxons — ou mésophile (45.000 hectares de la Basse-Terre). Ici, c'est au contraire l'extrémité, le bouillonnement végétal ; l'arbre croule sous un amoncellement de parasites et d'épiphytes qui ferait la fortune d'un fleuriste européen. Lianes, fougères arborescentes, racines aériennes, fûts anonymes et cîmes obscures hissant vers la lumière des fleurs parcimonieuses, tout surprend ;

— du bois et des savanes d'altitude (5.000 hectares) dont il n'y a rien à dire sinon que le botaniste y trouve des curiosités et que l'orchidée y est une mauvaise herbe ;

— des eaux douces et abondantes, indissociables de leur cadre végétal, qui sont les attractions de l'île : sources bouillantes et chutes (chutes du Carbet et des Grands-Etangs, hautes de 100 m), rivières de la Côte-sous-le-Vent. Elles sont à l'origine de sites naturels d'une grande harmonie ;

— une histoire assez riche pour que le Parc développe un important « chapitre » culturel : gisements caraïbes (pierres gravées et poteries), vieux forts et batteries des 18 et 19^e siècles, industrie ancienne du sucre (moulins) ;

— une extension possible vers des fonds sous-marins très riches et d'accès facile (coraux, poissons tropicaux).

Cascade aux Ecravisses (Route des Mamelles)

Photo SANGLERAT

LES FAIBLESSES

Le milieu naturel où la photographie sélectionne aisément des paysages sans défauts et que l'inventaire précédent fait apparaître exceptionnellement riche, a cependant de grandes faiblesses :

— une grande pauvreté de la faune : de la faune originelle ont subsisté d'assez nombreux colombidés, des colibris, des canards pour la gent ailée, quelques agoutis et ratons-laveurs pour la faune terrestre. Perruches et perroquets, flamands rouges et aigrettes ont disparu sous l'action conjuguée de l'homme et de la mangouste. L'iguane, présent dans les Dépendances, fait figure de curiosité. L'absence de bêtes venimeuses — serpents en particulier — ne compense pas ce manque. Ce désert végétal est cependant périodiquement animé par

le passage des migrateurs, très abondants et, marginalement, par les oiseaux de mer. Il y a ici matière à protection, les migrateurs subissant chaque année l'humeur... massacrante de chasseurs trop longtemps sévres ;

- une desserte routière du massif insuffisante ;
- une destruction rapide des sites archéologiques, tous littoraux ;
- le voisinage d'un urbanisme rural uniformément médiocre et une complète anarchie de l'urbanisation ; la disparition du bois au profit du béton est ici un facteur déterminant ;
- une austérité du climat — forte pluviosité, fortes températures — qui obligera à des entretiens coûteux ;
- un éclatement des sites naturels entre la Guadeloupe « continentale » et ses « dépendances » : archipel des Saintes, îles de la Désirade et de Marie-Galante. Certains secteurs de ces Dépendances complètent le Parc et ont obligé à lui annexer des « éclats » nuisant à la cohésion de l'ensemble.

L'ORIGINE DU PARC

C'est ici que la procédure normale a été quelque peu ignorée. En 1969, sur initiative de l'ingénieur Peyrou, alors chef des services de l'Office national des forêts, le Conseil général sollicitait la création d'un Parc naturel régional. Pour différentes raisons, l'engagement immédiat de la procédure de création d'un tel parc n'a pu être décidée. Le préfet décidait cependant, en 1970, d'entreprendre les premières réalisations en forgeant l'image d'un Parc local. Le Conseil général prenait en charge ce Parc, en 1972, au vu d'un rapport d'aménagement établi pour une période de cinq ans par l'Office national des forêts. La forêt soumise tient en effet une place particulièrement importante dans le Parc. Le leader-ship préfectoral assurait une source importante de financement sur deux fonds :

- Le Fonds d'aide aux travailleurs privés d'emploi.
- Le Fonds d'investissement des D.O.M.

L'intervention du Conseil général permettait la mise en place, en 1972, d'un premier budget de gestion. La gestion est assurée par l'Office national des forêts pour la raison qui vient d'être évoquée. Le dégagement probable d'un crédit d'étude permettra, en 1972, la constitution d'un dossier analytique complet sur le Parc naturel. Ce dossier, reprenant l'analyse du milieu naturel permettra de fixer de façon précise les ambitions du Parc, déterminera le contenu des principaux secteurs d'aménagement et établira un statut du Parc peut-être différent des formules habituelles.

GEOGRAPHIE DU PARC

La carte de l'île (p. 224) indique les principaux secteurs du Parc :

- un noyau central qui comporte l'essentiel du massif volcanique avec trois zones privilégiées : la Soufrière (thème : le volcanisme), la zone Carbet - Grands-Etangs (thème : les eaux), la route traversière des Mamelles (thème : la forêt tropicale).
- des « éclats » correspondant à des thèmes divers que le Parc sera chargé d'animer : archéologie avec les pierres caraïbes de Trois-Rivières, histoire et flore des zones sèches avec Terre-de-Haut dans l'archipel des Saintes ; protection des migrateurs et des nidifications dans les réserves de la Désirade et des mangroves, etc...

Cet éclatement, bien que peu satisfaisant dans son principe, n'est que la traduction de l'émiettement du département (huit îles principales).

EQUIPEMENTS - ACCUEIL

Ils relèvent des soucis habituels en la matière : faciliter l'accès au milieu naturel, le protéger contre cette agression provoquée, le commenter et l'expliquer.

Un bilan matière caricatural s'établirait comme suit : 30 km de sentiers terrassés (promenade), 100 km de pistes (randonnée), 6.000 m² de parking, 300 m² d'équipements d'accueil couverts, un refuge, remise en état de deux batteries, aménagement d'un site archéologique.

Les équipements se sont limités aux trois secteurs privilégiés du Parc proprement dit :

- secteur de la forêt dense au centre du Parc (circuits de promenade commentés, aires de pique-nique en forêt, circuits sur rivières, parc ornemental) ;

- secteur de volcanisme, au sud du Parc, avec le massif de la Soufrière ;
 - secteur des étangs et des chutes, également au sud du Parc et bientôt relié au secteur précédent par routes ;
- et à trois éclats retenus pour leur contenu particulier :
- végétation sèche et cactées à Terre-de-Haut (Ile des Saintes) ;
 - archéologie aux « Pierres gravées » de Trois-Rivières au sud de Basse-Terre ;
 - histoire et faune maritime à la Batterie de Deshaies, au nord de Basse-Terre.

Plutôt que l'énumération des équipements réalisés, il est intéressant d'examiner les partis pris. La difficulté de trouver dans ce département isolé de Guadeloupe les matériaux très sophistiqués qui servent habituellement aux balisages (plastique imprimé, mosaïque, émail, etc.) et aux constructions (pierre de taille, éléments préfabriqués) a conduit à un parti pris

Grand Etang de Capesterre au milieu de la forêt hygrophytique ou rainforest

Photo SANGLERAT

de simplicité : le bois est l'élément de base, essentiellement bois rouge carapate et marbri pour les charpentes, cacconnier et bois doux pour les bardeaux, palétuvier jaune pour les panneaux.

Un animal tutélaire, le racoon, symbolise le Parc. Le climat local exigera un renouvellement quinquenal des panneaux.

Le réseau routier sera important, la marche est un sport peu répandu dans la Caraïbe. Le réseau de sentiers et de pistes (les traces) existant semble d'ores et déjà suffisant. Sur pouzzolane les circuits se révèlent excellents et d'entretien facile ; les cheminements sur argile sont par contre condamnés à une coûteuse médiocrité.

Compte tenu de la pluviosité, les équipements d'accueil doivent être couverts sauf dans la zone littorale. A côté d'aires classiques de pique-nique et de jeux, l'accent est mis sur les circuits « didactiques » : connaissance de la forêt tropicale, du volcanisme, de l'histoire par le biais de mini-musées de plein-air. Se pose ici le problème du gardiennage qui peut être résolu par une mise à contribution modique du visiteur.

On a cherché à concentrer les zones d'accueil (contrôle - gardiennage), à les implanter dans le passage traditionnel des touristes (route de la Traversée - Soufrière), à limiter des thèmes développés pour la durée du VI^e plan : botanique, archéologie, volcanisme, protection partielle de la faune. Le Parc cherche plus l'efficacité que le purisme.

Les équipements ont été faits dans un premier temps en zone domaniale, ce qui excluait tout problème de compétence. La mise en valeur des ressources archéologiques ou historiques exige par contre que le Parc intervienne en zones privées : c'est ainsi que la Société d'histoire locale a acheté le terrain où se trouvent les « Roches gravées caraïbes » et que le Parc est

Abri en forêt pour pique-nique. La charpente est en bois rouge carapate et la toiture en bardeaux ou aissantes de cacconnier

Photo SANGLERAT

amené à mettre en valeur le site conjointement avec elle, les investissements étant réalisés sur crédits du Parc, la gestion étant confiée à la Société d'histoire.

Le Parc devra intervenir par ailleurs dans bien d'autres domaines particuliers soit pour reprendre des sites menacés (une expropriation de 7 hectares boisés est en cours) soit pour aménager des édifices intéressants (vieux moulins à canne, vieilles sucreries). Il s'agit là d'entreprises lentes et coûteuses dont l'échéance, il faut bien le dire, n'est pas fixée.

LA FREQUENTATION

Le dossier analytique du Parc, en cours de préparation, cherchera à définir l'impact possible de cette création d'une part sur le public local, d'autre part sur le tourisme « étranger ».

Pour le premier, la fréquentation des sites d'ores et déjà mis en valeur est forte pour les parcours brefs : la forêt malgré sa richesse floristique reste monotone et à ce titre, intéresse brièvement ; les eaux ont un pouvoir attractif qui ne se dément pas ; les aires de pique-nique sont utilisées à plein.

Il n'en est pas de même pour les circuits de randonnée épisodiquement parcourus.

Pour le second, on estime que le Parc peut représenter un à deux jours de séjour supplémentaire pour le touriste moyen. Il est probable que tout ici sera fonction de la qualité des équipements et de la variété des thèmes.

FAUNE ET FLORE

La protection de la faune et de la flore est problématique dans un pays où la chasse est un sport très prisé (2 000 chasseurs) et où, comme nous l'avons dit, la population est en croissance rapide.

Une première réserve de 3 500 hectares, l'érection en réserve de tous les îlets proches de la Guadeloupe, la protection totale des ratons laveurs, de l'agouti et de l'iguane représentent une première étape, acquise grâce au Parc.

Le grand objectif est ici la protection totale des migrateurs qui sera vraisemblablement difficile à obtenir.

Si l'île est relativement pauvre en espèces terrestres, les récifs sont d'une très grande richesse et la présence de très nombreux îlets permet une protection facile de quelques sites privilégiés ; le rôle du Parc pourra être ici la mise en réserve de divers fonds marins, l'organisation de leur visite étant confiée à des particuliers (plongée, bateaux à fonds de verre, etc...). Des exemples réussis de tels circuits existent d'ailleurs dans les îles américaines voisines de la Floride.

LES PROBLEMES

Le massif forestier doit produire et la forêt naturelle n'est pas un modèle dans ce domaine : elle comporte peu d'arbres de grande dimension et peu d'essences utiles. La plantation artificielle semble bien être la seule méthode rationnelle pour amener la forêt aux rendements qu'elle permet d'espérer.

Deux objectifs à première vue incompatibles : production et respect d'un milieu biologique complexe peu modifié par l'homme. Le remède sera un partage de la forêt en 12 à 15 000 hectares destinés à la plantation, fournissant annuellement quelques 140 000 mètres cubes de bois d'œuvre, et 15 à 18 000 hectares de forêt naturelle. L'exploitation et la culture de la forêt artificielle feront partie intégrante du Parc, ouverture et fermeture des routes permettant de cantonner le public aux zones non sensibles.

Le massif devient rapidement accessible. Il n'est cependant à l'heure actuelle qu'une coquille vide et se pose maintenant le problème de l'animation.

Celle-ci est assurée à présent par une Association des amis du Parc, de bonne volonté et de petits moyens, qui encadre les sorties, anime des émissions télévisées locales. La présence permanente d'un animateur se révèle nécessaire.

Les entretiens sont importants. Les balisages bois doivent être passés, en raison de la pluviosité, deux fois l'an au verni marine ou produits du type Bondex ; les toitures en aissantes (1) auront une longévité faible : en zone dense 5 à 7 ans ; les attaques de termites étant à craindre dans les charpentes, des traitements superficiels périodiques au xylamon ou en profondeur par injection sont nécessaires. Les sentiers exigent un nettoyage sommaire tous les deux ans et les passerelles en bois une réfection sommaire à la même périodicité.

(1) Ou bardeaux.

Au point atteint en 1972, on peut penser qu'un crédit d'entretien de 100 000 F/an est nécessaire. L'existence de « chantiers de chômage » facilite les entretiens dans la mesure où ceux-ci n'exigent qu'une main-d'œuvre sans qualification ; ici apparaissent les limites financières de l'entreprise que nous préciserons au paragraphe suivant.

Il est impératif qu'un budget d'entretien assuré soit prévu et, surtout, que les équipements plus raffinés du type « musée de plein air » soient rentabilisés. Ceci d'autant plus que le département, absorbé par des charges sociales inhabituelles ne peut participer que dans des limites financières réduites.

La mise au point de certaines installations exige enfin la participation de spécialistes (publicistes, paysagistes, botanistes, etc...) qui font défaut localement : la Guadeloupe souffre de son isolement.

LE FINANCEMENT

Si l'on tient compte de l'année 1969 où les travaux d'aménagement de la forêt pour la récréation s'inscrivaient d'ores et déjà dans l'optique du Parc, les investissements se répartissent comme suit :

Année	Fonds d'aide aux Travailleurs	Fonds d'investissement des D.O.M.	Ministère de l'Agriculture
1969	80 000	60 000	40 000
1970	318 000	—	—
1971	493 000	180 000	50 000
1972	500 000	450 000	—
Total au 31-12-72	1 391 000	690 000	90 000
TOTAL 2 171 000			

On voit que les crédits engagés sont relativement importants.

Ce bilan est cependant quelque peu illusoire, les chantiers d'Aide aux Travailleurs privés d'emplois étant d'une efficacité réduite, la nécessité de fournir un salaire au plus grand nombre et la faiblesse des salaires ne permettant pas une sélection de la main-d'œuvre.

Les charpentiers, scieurs, maçons et pyrograveurs sont payés sur crédits du Fonds d'Investissement des D.O.M. ou du ministère de l'Agriculture ; les manœuvres sur Fonds d'aide.

Le département (F.I.D.O.M. local) assurera enfin le fonctionnement du Parc (budget 1972 : 74 000 F).

CONCLUSIONS

Né de l'empirisme, le Parc de Guadeloupe se révèle, à l'image du département, vivace et virtuellement riche. Il combine une implantation territoriale déjà solide et des structures floues, un financement non programmé et une volonté locale de réalisation qui ne se dément pas.

Vient cependant pour lui l'âge de la maturité : il est certain qu'il doit maintenant « s'établir » et que doivent être définies et mises en place des structures d'animation et de gestion qui permettront aux secteurs culturels du Parc de se développer, aux entretiens d'être assurés ; il est certain, enfin, que son rôle de protection, timidement abordé, doit devenir primordial, c'est alors seulement qu'il méritera son titre de Parc naturel. Les formules juridiques d'organisme de gestion utilisées en métropole semblent lui être difficilement applicables : en effet, seul le département sera un partenaire de l'Administration. Néanmoins, il est certainement souhaitable que le Parc de la Guadeloupe entre à part entière dans la famille des parcs naturels français, et la formule des parcs naturels régionaux apparaît suffisamment souple pour prendre en compte les particularités de l'île. L'avance a été prise dans les réalisations, mais il n'est certainement pas trop tard pour ajouter un maillon précieux et original à la chaîne de nos parcs régionaux.

Michel PIERCY

Directeur régional de l'O.N.F.

OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

Jardin botanique
97100 BASSE TERRE (Guadeloupe)